

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

29 JUIN 2011

Proposition de résolution en vue de la reconnaissance du Sud-Soudan par la Belgique

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

M. ANCIAUX**I. INTRODUCTION**

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 28 et 29 juin 2011.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

29 JUNI 2011

Voorstel van resolutie tot de erkenning van Zuid-Soedan door België

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER ANCIAUX

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 28 en 29 juni 2011.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groote, Luc Sevenhans, Karl Vanlouwe.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens
Hassan Bousetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Ludo Sannen, Guy Swennen, Frank Vandenbroucke.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Filip Dewinter, Anke Van dermeersch.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-1063 - 2010/2011 :**

N° 1 : Proposition de résolution de MM. Vanlouwe et Ide.
N° 2 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-1063 - 2010/2011 :**

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van de heren Vanlouwe en Ide.
Nr. 2 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. VANLOUWE, AUTEUR PRINCIPAL DE LA PROPOSITION DE RÉOLUTION

La présente proposition de résolution demande au gouvernement de reconnaître la république du Sud-Soudan dès que celle-ci aura proclamé son indépendance, le 9 juillet 2011.

Afin de préciser les motivations des velléités indépendantistes du Sud-Soudan, M. Vanlouwe commence par brosser un aperçu historique de la région.

En 1899, le sultanat du Darfour est annexé au Soudan. Le pays est dirigé en collaboration avec un gouverneur général égyptien, de manière à préserver son unité; mais en réalité, il est gouverné depuis Londres comme une colonie britannique. De 1924 à l'indépendance en 1956, les Britanniques reconnaissent les différences entre le nord musulman et le sud chrétien, en menant une politique différenciée dans les deux régions.

M. Vanlouwe souligne par ailleurs le lien qui unit le Soudan et l'Égypte. En Égypte, la monarchie est abolie en 1952, au cours de la révolution égyptienne, et les nouveaux dirigeants entendent maintenir un lien étroit avec le Soudan et affaiblir, dans le même temps, le lien qui unit le pays aux Britanniques. En renonçant officiellement à sa souveraineté sur le Soudan, l'Égypte veut inciter les Britanniques à lui emboîter le pas. Mais il faudra attendre le 1^{er} janvier 1956 pour que la Grande-Bretagne accorde l'indépendance au Soudan, en accord avec l'Égypte.

Durant la seconde moitié du 20^e siècle, le pays connaît une série de guerres civiles qui vont de pair avec une vague de violences et de bains de sang. La première guerre civile entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan éclate en 1955, juste avant l'indépendance. Les Soudanais du sud craignaient alors que la nouvelle nation soudanaise ne soit dominée par le nord, qui, historiquement, partage avec l'Égypte des liens plus forts, une même religion et une même composition ethnique. La guerre se poursuit jusqu'en 1972, année de la signature, à Addis Abeba, d'un accord de paix qui fait du sud une région autonome, à l'intérieur d'un Soudan encore unifié.

Vers 1982, des gisements pétroliers sont découverts dans le centre et le sud du pays. À la suite de cette découverte — qui était bien entendu une source de richesse — le pouvoir central exercé depuis Karthoum a renforcé à nouveau son autorité. En réaction, un mouvement de libération (*Sudan's People Liberation Movement* — SPLM), dirigé par John Garang, est mis en place, déclenchant ainsi une nouvelle guerre civile. Le régime de Khartoum décrète la charia dans tout le pays, ce qui crée des tensions religieuses entre chrétiens et musulmans. La guerre civile touche principalement le sud et aggrave la situation en

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER VANLOUWE, HOOFDINDIENER VAN DIT VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Dit voorstel van resolutie vraagt de regering om de republiek van Zuid-Soedan te erkennen zodra deze de onafhankelijkheid uitroept op 9 juli 2011.

Om de beweegredenen van het onafhankelijksstreven van Zuid-Soedan te verduidelijken, schetst de heer Vanlouwe eerst een historisch overzicht.

In 1899 wordt het sultanaat Darfoer bij Soedan gevoegd. Om het land bijeen te houden, wordt het geleid samen met een Egyptische gouverneur-generaal. In werkelijkheid wordt het land echter als een Britse kolonie vanuit Londen geregeerd. Van 1924 tot de onafhankelijkheid in 1956, erkennen de Britten de verschillen tussen het islamitische noorden en het christelijke animistische zuiden door een verschillend beleid te voeren in beide regio's.

De heer Vanlouwe wijst verder op de band tussen Soedan en Egypte. In Egypte werd in 1952 de monarchie afgeschaft tijdens de toenmalige Egyptische Revolutie, en wilden de nieuwe machthebbers een sterke band met Soedan behouden en de macht van Groot-Brittannië verzwakken. Door officieel afstand te doen van zijn soevereiniteit over Soedan wilde Egypte in feite de Britten tot hetzelfde aanzetten. Evenwel, het is pas op 1 januari 1956 dat Groot-Brittannië, in overeenkomst met Egypte, Soedan de onafhankelijk zal verlenen.

Tijdens de tweede helft van de 20ste eeuw wordt het land gekenmerkt door een reeks burgeroorlogen die gepaard gingen met zeer veel geweld en bloedvergieten. De eerste burgeroorlog tussen Noord- en Zuid-Soedan dateert reeds van 1955, net voor de onafhankelijkheid. De zuidelijken vreesden dat de nieuwe Soedanese natie gedomineerd zou worden door de noordelijken, die met Egypte historisch betere banden en eenzelfde religie en etnische samenstelling delen. De oorlog duurt tot 1972 wanneer in Addis Abeba het eerste vredesverdrag wordt ondertekend dat ervoor zorgde dat het zuiden een autonome regio werd binnen het nog steeds ééngemaakte Soedan.

Rond 1982 worden oliebronnen ontdekt in het centraal en zuidelijk gelegen gebied. Naar aanleiding van deze ontdekking — die uiteraard rijkdom met zich meebracht — wordt het gezag opnieuw meer ge-centraliseerd vanuit Karthoum. Op dat ogenblik komt er reactie vanuit de *Sudan's People Liberation Movement* (SPLM), een vrijheidsbeweging uit het zuiden onder leiding van de charismatische leider John Garang, en barst de burgeroorlog opnieuw los. Het regime in Khartoem kondigt de sharia af voor heel het land, wat aanleiding geeft tot religieuze spanningen tussen christenen en islamieten. De burgeroorlog treft

provoquant une énorme famine qui fait des centaines de milliers de victimes.

En 1989, Omar el-Béehir et un groupe d'officiers de l'armée mènent un coup d'État sans violence. Le nouveau régime instaure la charia au niveau national, ce qui donne lieu à des nouvelles tensions religieuses entre le nord et le sud. La guerre civile reprend de plus belle et entraîne le pays dans une spirale de conflits ethniques et religieux, le tout sur fond de famine. Le sud est à nouveau envahi jusqu'à la frontière avec le Kenya et l'Ouganda. La population est terrorisée par des hélicoptères de combat et des bombardiers. Plus de quatre millions de personnes fuient la région.

Après plus de vingt-deux années de guerre civile, l'accord de paix de Naivasha (*Comprehensive Peace Agreement* — CPA) est signé en 2005 par le président soudanais el-Béehir et John Garang, le leader charismatique du Sud-Soudan, au terme de deux années d'intenses négociations. La région du sud se voit accorder l'autonomie régionale pendant une période transitoire de six ans, ainsi que la promesse d'une consultation populaire sur l'indépendance à l'issue de cette période. Pour la première fois, un co-vice-président provenant du sud est mis en place et la répartition des revenus du pétrole fait l'objet d'un arrangement.

Peu de temps après la signature du traité de paix, John Garang décède dans un accident d'hélicoptère. Salva Kiir lui succède.

Au cours de la période de transition de 2005 à 2011, la MINUS (Mission des Nations unies au Soudan) tente de maintenir la paix, mais ne parvient pas à empêcher qu'une guérilla éclate dans les régions sud et est du Soudan, faisant de 200 000 à 400 000 victimes et plus de 2,5 millions de réfugiés. Le Tchad, pays voisin, ne peut faire face au flot de réfugiés et ses relations diplomatiques avec le Soudan sont au plus mal.

Parmi les principaux enjeux du conflit, il y a les gisements pétroliers d'Abyei et de ses alentours, à la frontière entre le Nord et le Sud, dans la vallée de Muglad, un rift au sous-sol très riche en pétrole. Durant les années '90, d'importants investissements ont été réalisés dans l'industrie pétrolière de cette région et, en 2003, la ville d'Abyei prenait à son compte plus d'un quart de la production pétrolière du pays, avec 76 600 barils par jour. Ce niveau n'a plus jamais été égalé par la suite (il ne représentait plus que 23 000 barils par jour en 2009).

L'Accord de paix global (APG) de 2005 allait charger la Commission sur les frontières d'Abyei (*Abyei Boundaries Commission*, ABC) de redessiner les frontières de la région. Les experts indépendants

het zuiden het hardst en de situatie verergert er nog door een enorme hongersnood die honderdduizenden slachtoffers maakt.

In 1989 voeren Omar al-Bashir en een groep militaire officieren een geweldloze staatsgreep uit. Het nieuwe regime voert ook de sharia in op nationaal niveau, wat opnieuw aanleiding geeft tot religieuze spanningen tussen het noorden en het zuiden. De burgeroorlog flakkert opnieuw op en stort het land in een neerwaartse spiraal van etnische en religieuze conflicten, verergerd door hongersnood. Het zuiden wordt opnieuw veroverd tot aan de grenzen met Kenia en Oeganda. De bevolking wordt geterroriseerd met gevechtshelikopters en bommenwerpers. Meer dan vier miljoen mensen slaan op de vlucht.

Na meer dan tweeëntwintig jaar burgeroorlog wordt in 2005 het Naivasha vredesverdrag ondertekend (*Comprehensive Peace Agreement* — CPA) door de Soedanese president al-Bashir en John Garang, de charismatische leider die Zuid-Soedan vertegenwoordigt. Hieraan gingen twee jaar intensieve onderhandelingen vooraf. Aan de zuidelijke regio wordt gedurende een overgangperiode van zes jaar regionale autonomie toegekend, met de belofte een volksraadpleging over onafhankelijkheid te houden aan het einde van de overgangperiode. Voor het eerst wordt er een co-vice president uit het zuiden geïnstalleerd en wordt een regeling getroffen over het verdelen van de olieopbrengsten.

Niet lang na dit vredesverdrag komt John Garang om in een helikoptercrash. Hij wordt opgevolgd door Salva Kiir.

Tijdens de overgangperiode van 2005 tot 2011 probeert de VN-missie UNMIS (*UN Mission to Sudan*) de vrede te bewaren. Toch breekt een guerrillastrijd los in de zuidelijke en oostelijke regio's van Soedan, wat leidt tot 200 à 400 000 slachtoffers en meer dan 2,5 miljoen vluchtelingen. Buurland Tsjaad kan de vluchtelingen niet blijven opnemen en de diplomatieke betrekkingen met Soedan bevinden zich op een dieptepunt.

Een belangrijk element in het conflict zijn de oliebronnen in en rond de stad Abyei, op de grens tussen Noord en Zuid, in de Muglad vallei, een riftvallei met grote oliereserves. Tijdens de jaren 90 werden hier grote investeringen in olieraffinaderijen gedaan, zodat Abyei met 76 600 vaten per dag in 2003 verantwoordelijk was voor meer dan één vierde van de nationale olieoutput. Dat niveau is later echter wel gedaald (in 2009 tot 23 000 vaten).

Ingevolge het CPA vredesverdrag van 2005 worden de grenzen van de regio hertekend door de Abyei Grenscommissie (ABC). Deze onafhankelijke experts concludeerden in hun rapport dat de grens 87 km ten

conclurent dans leur rapport que la frontière se situerait à 87 km au nord d'Abyei, ce que le régime de Khartoum rejeta presque immédiatement.

Des accrochages ayant à nouveau opposé plusieurs milices locales, fin 2007, il fut décidé de saisir la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de ce litige frontalier. Après avoir entendu les parties concernées, celle-ci décida qu'il fallait redessiner les frontières tracées par l'ABC, de manière à réduire la superficie de la région. Toutes les parties concernées furent satisfaites de ce verdict.

L'Accord de paix global (APG) prévoyait aussi que la proposition fixant les nouvelles frontières de la région serait soumise à la population locale par voie de référendum. Ce référendum n'a toujours pas eu lieu à ce jour dans la ville d'Abyei.

Lors du référendum démocratique de janvier 2011, 98 % du corps électoral s'est prononcé en faveur de l'indépendance du Sud-Soudan. Dans un premier temps, le régime de Khartoum a apparemment accepté ce résultat, mais depuis lors, les troupes gouvernementales du Nord occupent à nouveau la région d'Abyei, provoquant un nouvel exode de la population locale. L'on a dénombré plus de cent morts au cours des derniers mois. À l'heure actuelle, la ville serait toujours aux mains des troupes gouvernementales.

M. Vanlouwe souligne enfin que la dimension religieuse et ethnique du conflit est encore rendue plus complexe par d'autres facteurs. Cinq groupes rebelles du Sud se sont ainsi coalisés pour forcer Salva Kiir, le chef du gouvernement du Sud-Soudan, à respecter les droits des minorités.

La Belgique doit tenir compte des résultats du référendum qui a été organisé dans des conditions démocratiques et elle doit reconnaître le régime du Sud-Soudan. Parallèlement, il convient aussi de soutenir les initiatives de paix et de garantir le respect des droits et libertés, de même que les droits des minorités. Il importe surtout d'installer, tant au Nord-Soudan qu'au Sud-Soudan, un régime stable reconnu par la Belgique, l'Union européenne et la communauté internationale. Il convient d'assurer l'encadrement et le suivi du processus démocratique dans toutes ses composantes.

III. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Considérants

Point A (nouveau)

Mme Matz dépose l'amendement n° 11 visant à insérer un nouveau point qui précède le point A des

noorden van Abyei ligt, waardoor de stad in feite in het zuiden komt te liggen. Het regime in Khartoem verwerpt dit rapport vrijwel onmiddellijk.

Nadat eind 2007 opnieuw schermutselingen uitbarstten tussen lokale milities, werd beslist het Permanent Hof van Arbitrage in Den Haag te laten oordelen over het grensgeschil. Na hoorzittingen met de betrokken partijen besloot men dat de grenzen opgesteld door de ABC grenscommissie opnieuw hertekend moesten worden zodat de regio kleiner werd. Alle partijen konden zich in dit verdict terugvinden.

Het CPA vredesverdrag voorzag echter eveneens dat het voorstel over de grenzen van de regio aan de bevolking zou voorgelegd worden middels een referendum. In de stad Abyei werd dit referendum nog niet georganiseerd.

In het democratisch referendum van januari 2011 sprak 98 % van de stemgerechtigden zich uit voor onafhankelijkheid van Zuid-Soedan. Het regime in Khartoem leek deze uitslag eerst te aanvaarden, maar ondertussen hebben noordelijke regeringstroepen de regio van Abyei terug ingenomen waardoor de plaatselijke bevolking opnieuw op de vlucht is geslagen. De voorbije maanden vielen meer dan honderd doden. Op dit ogenblik zou de stad nog steeds in handen zijn van de regeringstroepen.

Tot slot onderstreept de heer Vanlouwe dat de religieuze en etnische dimensie van het conflict nog meer gecompliceerd door andere factoren. Zo hebben vijf rebellengroeperingen uit het zuiden zich verenigd om de regionale regering van de Zuid-Soedanese leider Salva Kiir te dwingen de rechten van de minderheden te respecteren.

België moet rekening houden met de uitslag van het democratisch verlopen referendum en het regime in Zuid-Soedan erkennen. Tegelijkertijd moeten ook de vredesinitiatieven worden ondersteund en het respect voor de rechten en vrijheden verzekerd, net zoals de rechten van de minderheden. Het is vooral belangrijk dat er zowel in Noord- als Zuid-Soedan een stabiel regime wordt geïnstalleerd dat door België, de Europese Unie en de internationale gemeenschap wordt erkend. Het democratiseringsproces moet in al zijn geledingen worden begeleid en opgevolgd.

III. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Considerans

Punt A (nieuw)

Mevrouw Matz dient amendement nr. 11 in, ten einde in de considerans punt A te laten voorafgaan

considérants. Il vise à se référer au « *Comprehensive Peace Agreement — CPA* », signé le 9 janvier 2005.

Mme Matz explique que l'indépendance du Sud-Soudan est issue d'un processus négocié entre le Nord et le Sud-Soudan et qu'il est important de le souligner.

L'amendement n° 11 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point Cbis (nouveau)

Mme Matz dépose l'amendement n° 14 qui vise à insérer un nouveau point *Cbis* qui se réfère à la résolution du 9 juin 2011 du Parlement européen sur le Soudan et le Sud-Soudan. Cette résolution aborde la question de façon globale.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point E

M. Anciaux dépose l'amendement n° 3 qui vise à supprimer le point E. Ce point renvoie aux déclarations et à la promesse du président soudanais el-Béchir sur les droits de la région sud. Le président soudanais el-Béchir a effectivement affirmé que son régime respecterait les résultats du référendum, mais, entre-temps, il a changé d'avis. Comme il ne compte pas respecter ses engagements, il est donc préférable de ne pas les mentionner.

L'amendement n° 3 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point G

Mme Matz dépose l'amendement n° 12 qui vise à supprimer le point G. En effet, l'article 73 de la Charte des Nations unies s'inscrit dans le cadre de la décolonisation et s'applique aux territoires non autonomes, ce qui n'est pas le cas du Sud Soudan.

L'amendement n° 12 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point Ibis (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 4 tendant à insérer un point *Ibis* pour attirer l'attention sur la situation précaire en matière de sécurité au Soudan et

door een nieuw punt, dat verwijst naar het « *Comprehensive Peace Agreement (CPA)* », dat op 9 januari 2005 werd ondertekend.

Mevrouw Matz legt uit dat de onafhankelijkheid van Zuid-Soedan het resultaat is van een onderhandelingsproces tussen Noord- en Zuid-Soedan en dat het belangrijk is dat te onderstrepen.

Amendement nr. 11 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt Cbis (nieuw)

Mevrouw Matz dient amendement nr. 14 in, ten einde een nieuw punt *Cbis* in te voegen dat verwijst naar de resolutie van 9 juni 2011 van het Europees Parlement betreffende Soedan en Zuid-Soedan. Deze resolutie biedt een omvattende benadering van de kwestie.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt E

De heer Anciaux dient het amendement nr. 3 in dat ertoe strekt het punt E te schrappen. Dit punt verwijst naar de uitspraken en de belofte van de Soedanese president al Bashir over de rechten van de zuidelijke regio. De Soedanese president heeft inderdaad gezegd dat zijn regime de uitslag van het referendum zal respecteren, maar ondertussen klinkt hij anders. Zijn engagement zal toch niet worden nageleefd en wordt dus beter niet vermeld.

Het amendement nr. 3 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt G

Mevrouw Matz dient amendement nr. 12 in, dat ertoe strekt punt G te schrappen. Artikel 73 van het Handvest van de Verenigde Naties past immers in de context van de dekolonisering en geldt voor niet-autonome gebieden, wat niet het geval is voor Zuid-Soedan.

Amendement nr. 12 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt Ibis (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 4 in dat ertoe strekt een nieuw punt *Ibis* in te voegen om de aandacht te vestigen op de precare veiligheidssituatie

sur les diverses questions en suspens qui nécessitent encore une solution négociée.

M. Anciaux rappelle que dans la période qui a suivi le référendum, des incidents violents ont éclaté à Abyei, dans l'État de l'Unité et au Sud-Kordofan. La médiation menée par l'Union africaine, sous la direction de Thabo Mbeki (concrètement le «Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine — AUHIP»), a déjà permis d'enregistrer quelques avancées. Le 20 juin 2011, Khartoum et le Sud-Soudan sont convenus de démilitariser la région d'Abyei que se disputent les deux parties. Toutefois, la situation demeure pour l'instant précaire dans plusieurs régions. Le 20 juin 2011, Ezekiel Lol Gatkuoth, chef de la mission des Nations unies au Sud-Soudan, a ainsi averti le Conseil de sécurité des Nations unies que «la situation dans le sud du Kordofan risque de dégénérer en nettoyage ethnique, voire en génocide».

La proposition de résolution à l'examen ne peut pas ignorer le fait que la sécurité s'est détériorée dans certaines régions soudanaises. Dans son exposé introductif, l'auteur de la proposition de résolution a souligné qu'il y a déjà eu plus de cent morts au cours des derniers mois, mais cela ne suffit pas. La communication des Nations unies, plusieurs déclarations européennes et les rapports de groupes de réflexion réputés ne laissent planer aucun doute sur la dégradation de la situation et sur les risques. M. Anciaux juge qu'il est important de mettre également l'accent sur cet aspect.

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point N (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 1 qui tend à ajouter un point N indiquant explicitement qu'un gouvernement en affaires courantes ne peut pas reconnaître un État, à moins d'avoir le consentement exprès du parlement. La proposition de résolution ne tient en effet pas compte de cet élément.

Selon M. Anciaux, le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, M. Vanackere, a déjà donné des explications détaillées au sujet de cette procédure, en réponse à des questions orales et écrites portant sur la reconnaissance d'États :

« Bien que des éléments juridiques et factuels jouent sans aucun doute un rôle crucial, la reconnaissance d'un État est également un important geste politique. Il est évident qu'une décision politique d'une telle importance dépasse la compétence d'un gouvernement en affaires courantes ».

in Soedan en de verschillende openstaande kwesties die nog een onderhandelde oplossing vragen.

De heer Anciaux wijst op de gewelddadige incidenten in Abyei, Unity State en Zuid-Kordofan in de periode na het referendum. Bemiddeling door de Afrikaanse Unie, onder leiding van Thabo Mbeki (*in concreto* het «*High Level Implementation Panel — AUHIP*»), boekte al enig succes. Zo kwamen Khartoum en Zuid-Soedan op 20 juni 2011 overeen de door beiden opgeëiste regio Abyei te demilitariseren. Maar de situatie blijft voorlopig precair in verschillende gebieden. Zo waarschuwde Ezekiel Lol Gatkuoth, het hoofd van de VN missie in Zuid-Soedan, op 20 juni 2011 de VN-Veiligheidsraad dat «*the situation in Southern Kordofan risks degenerating into ethnic cleansing and possible genocide*».

Dit voorstel van resolutie mag niet voorbij gaan aan de verslechterde veiligheidssituatie waarin sommige Soedanese regio's zich bevinden. In zijn inleidende uiteenzetting heeft de auteur van het voorstel van resolutie wel gewezen op het feit dat in de voorbije maanden meer dan honderd doden vielen, maar dit volstaat niet. De berichtgeving van de VN, verschillende Europese verklaringen en rapportage van gereputeerde denktanks laten geen misverstand bestaan over de achteruitgaande situatie en de risico's. Het lijkt de heer Anciaux belangrijk om dit ook onder de aandacht te brengen.

Het amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt N (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 1 in dat ertoe strekt om in een nieuw punt N uitdrukkelijk op te nemen dat een regering in lopende zaken geen land kan erkennen, tenzij met de uitdrukkelijke toestemming van het parlement. Het voorstel van resolutie gaat inderdaad voorbij aan dat gegeven.

Volgens de heer Anciaux gaf ontslagnemend minister van Buitenlandse Zaken, de heer Vanackere, hierover al uitvoerig uitleg in antwoord op mondelinge en schriftelijke vragen omtrent het erkennen van Staten :

« Hoewel juridische en feitelijke elementen uiteraard een cruciale rol spelen, is de erkenning van een Staat ook een belangrijke politieke daad. Het is evident dat een dergelijke belangrijke politieke beslissing de bevoegdheid van een regering in lopende zaken overschrijdt ».

M. Anciaux veut un débat parlementaire organisé en temps opportun sur la reconnaissance du Sud-Soudan par le gouvernement actuel en affaires courantes et demande également que le gouvernement en affaires courantes sollicite le consentement exprès du Parlement afin de pouvoir reconnaître valablement un Sud-Soudan indépendant. L'application de cette procédure avait également porté ses fruits dans le cas de la décision relative à notre participation à l'opération militaire en Libye.

Pour M. Ceder, cet amendement est de nature purement déclarative et serait donc plus à sa place dans les développements de la proposition de résolution.

Mme de Bethune trouve qu'il n'est pas pertinent de faire référence, dans les considérants de la proposition de résolution à l'examen, à la compétence d'un gouvernement en affaires courantes.

L'amendement n° 1 est rejeté par 9 voix contre 2.

Point O (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 2 tendant à ajouter un point O qui fait référence à la situation précaire dans laquelle se trouvent certaines régions soudanaises et à la nécessité de continuer à soutenir la recherche d'une solution pacifique. En effet, malgré l'accord de paix de 2005 et la réussite du référendum, les conflits font toujours rage.

M. Anciaux renvoie à cet égard à la justification de l'amendement n° 4 (voir *supra*).

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point P (nouveau)

M. Anciaux dépose ensuite l'amendement n° 5 tendant à insérer dans les considérants une référence aux conclusions du Conseil des ministres européens des Affaires étrangères du 20 juin 2011.

Mme Matz dépose l'amendement n° 13 qui a le même but, à savoir insérer une référence aux conclusions du Conseil affaires étrangères du 20 juin 2011 sur le Soudan, qui prévoit le renforcement et le développement des relations de l'UE avec le gouvernement et la population du Sud-Soudan, y compris de l'établissement de relations diplomatiques. Selon la sénatrice, il faut tenir compte des décisions prises au niveau européen auxquelles la Belgique a participé et donné son accord.

De heer Anciaux wil een tijdig georganiseerd parlementair debat over een erkenning van Zuid-Soedan door de huidige regering in lopende zaken, en vraagt tevens dat de regering in lopende zaken de uitdrukkelijke toestemming vraagt aan het parlement om een onafhankelijk Zuid-Soedan correct te kunnen erkennen. Deze procedure werd ook succesvol toegepast bij de beslissing over onze deelname aan de militaire operatie in Libië.

Volgens de heer Ceder is dit amendement eerder declaratoir van aard en hoort het dus thuis in de toelichting bij dit voorstel van resolutie.

Mevrouw de Bethune vindt het niet pertinent om in de considerans van dit voorstel van resolutie te verwijzen naar de bevoegdheid van een regering in lopende zaken.

Het amendement nr. 1 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 2.

Punt O (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 2 in dat ertoe strekt in een nieuw punt O te verwijzen naar de precare toestand waarin sommige Soedanese regio's zich bevinden en de verdere nood aan ondersteuning van een vreedzame oplossing. Immers, ondanks de vredesovereenkomst van 2005 en het geslaagde referendum laaien de conflicten nog steeds hoog op.

De heer Anciaux verwijst hierbij naar de verantwoording bij het amendement nr. 4 (zie *supra*).

Het amendement nr. 2 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt P (nieuw)

De heer Anciaux dient vervolgens het amendement nr. 5 in dat in de considerans een verwijzing naar de conclusies van de Raad van Europese ministers van Buitenlandse Zaken van 20 juni 2011, wil opnemen.

Mevrouw Matz dient amendement nr. 13 in, dat hetzelfde doel nastreeft, met name het invoegen van een verwijzing naar de conclusies van de Raad Buitenlandse Zaken van 20 juni 2011 over Soedan, die voorzien in de versterking en de ontwikkeling van de betrekkingen van de EU met de regering en de bevolking van Zuid-Soedan, inclusief het aanknopen van diplomatieke betrekkingen. Volgens mevrouw Matz moet rekening worden gehouden met de beslissingen die op Europees niveau zijn genomen, waaraan België heeft meegewerkt en waarmee het heeft ingestemd.

L'amendement n° 13 est adopté par 9 voix et 2 abstentions. L'adoption de cet amendement rend l'amendement n° 5 sans objet.

Dispositif

Point I

M. Anciaux dépose l'amendement n° 6 tendant à insérer dans le point I deux nouveaux points qui précéderont le point I.1 actuel et sont rédigés comme suit :

« 1. d'organiser en temps opportun, en cette période d'affaires courantes, un débat parlementaire sur la reconnaissance du Sud-Soudan;

2. de solliciter le consentement du Parlement fédéral afin de pouvoir mener à bien la procédure de reconnaissance; ».

M. Anciaux renvoie à cet égard à la justification de l'amendement n° 1. Celui-ci ayant cependant été rejeté, l'auteur retire son amendement n° 6.

Point I.1

M. Anciaux dépose ensuite l'amendement n° 7 tendant à remplacer le point I.1 du dispositif par ce qui suit : « de procéder effectivement, dès que possible, à la reconnaissance du Sud-Soudan en concertation avec les partenaires européens, indépendamment des éventuelles déclarations du Soudan; ».

Notre gouvernement étant en affaires courantes, il n'est pas certain que la Belgique puisse reconnaître le Sud-Soudan dès que ce pays proclame son indépendance le 9 juillet 2011. Le délai « dès que possible » paraît plus réaliste. Il est essentiel que la reconnaissance ait lieu « en concertation avec les partenaires européens », ainsi que le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, M. Vanackere, l'a d'ailleurs lui-même souligné. L'auteur de l'amendement renvoie également aux toutes dernières conclusions du Conseil de l'Union européenne du 20 juin 2011, dans lesquelles il est également fait référence à l'importance d'une approche globale de la part de l'UE à l'égard du Soudan et, à compter du 9 juillet 2011, à l'égard du Sud-Soudan. La reconnaissance d'un État est une matière nationale, mais il nous paraît nécessaire de mentionner l'importance de la concertation européenne compte tenu du contexte européen.

M. Daems estime qu'il est bon que cette reconnaissance ait lieu en concertation avec les autres partenaires européens afin d'éviter les décisions purement unilatérales. Mme de Bethune partage cet avis.

Het amendement nr. 13 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 2 onthoudingen. Door het aannemen van dit amendement wordt het amendement nr. 5 zonder voorwerp.

Dispositief

Punt I

De heer Anciaux dient het amendement nr. 6 in dat ertoe strekt in punt I, twee nieuwe punten in te voegen die het bestaande punt I.1 voorafgaan en die luiden als volgt :

« 1. tijdig een parlementair debat te organiseren inzake de erkenning van Zuid-Soedan door de regering in lopende zaken;

2. de toestemming van het federale parlement te vragen om dit op een correcte manier te kunnen doen; ».

De heer Anciaux verwijst hierbij naar de verantwoording bij het amendement nr. 1. Gelet evenwel op de verwerping van dit amendement nr. 1, trekt de auteur het amendement nr. 6 terug in.

Punt I. 1

De heer Anciaux dient vervolgens het amendement nr. 7 in dat ertoe strekt het punt I.1 van het dispositief als volgt te vervangen: « van zodra mogelijk ook daadwerkelijk over te gaan tot de erkenning van Zuid-Soedan, in overleg met de Europese partners, los van eventuele verklaringen vanuit Soedan ».

Gezien de situatie van de regering in lopende zaken, is het niet zeker dat ons land Zuid-Soedan kan erkennen zodra deze de onafhankelijkheid uitroept op 9 juli 2011. Meer realistisch is de verwijzing naar « van zodra mogelijk ». Een erkenning « in overleg met de Europese partners » is fundamenteel. Dit wordt benadrukt door de ontslagnemende minister van Buitenlandse Zaken, de heer Vanackere, zelf. De auteur van het amendement verwijst ook naar de meest recente conclusies van de Raad van 20 juni 2011, waarin ook wordt verwezen naar het belang van « a comprehensive EU approach to Sudan and, from 9 July 2011, to South Sudan ». De erkenning van een Staat is een nationale aangelegenheid, maar gezien de Europese context lijkt ons een vermelding van het belang van Europees overleg noodzakelijk.

De heer Daems vindt het nuttig de erkenning te doen in overleg met de andere Europese partners, zodat er geen loutere unilaterale beslissingen worden genomen. Mevrouw de Bethune stemt hiermee in.

Mme Matz dépose l'amendement n° 15 qui vise à remplacer les mots « dès que celle-ci aura proclamé » par les mots « qui proclamera » dans le point I. 1 du dispositif.

Mme Matz explique que si la reconnaissance du Sud-Soudan ne prête pas à polémique, la question se pose de savoir si un gouvernement en affaires courantes peut reconnaître un État. L'amendement permet de faire savoir au gouvernement la position du Sénat, favorable à la reconnaissance du Sud-Soudan.

L'amendement n° 7 est adopté par 9 voix et 2 abstentions, rendant ainsi l'amendement n° 15 sans objet.

Point I.4 (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 8 visant à ajouter un point 4 (nouveau) rédigé comme suit : « de continuer à insister auprès des institutions européennes et internationales pour qu'elles restent attentives à la situation précaire sur le plan de la sécurité dans le pays ».

M. Anciaux renvoie à cet égard à la justification de l'amendement n 4.

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point II

Mme Matz dépose l'amendement n° 16 qui tend à remplacer la phrase « demande au gouvernement d'encourager le nouveau régime soudanais et sud-soudanais » par « demande au gouvernement d'encourager les gouvernements du Soudan et du Sud-Soudan ».

Mme Matz explique que la formulation actuelle « encourager le nouveau régime soudanais et sud-soudanais » laisse à penser qu'il y a un « nouveau régime » au Soudan, ce qui ne sera pas le cas; c'est juste la taille du pays qui varie.

L'amendement est adopté par 10 voix et 1 abstention.

Point II.6

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 10 visant à supprimer le point II.6 du dispositif. Selon Mme de Bethune, l'article 73 de la Charte des Nations unies date de l'époque de la décolonisation et figure dans le chapitre XI de la Charte, dans lequel les pays qui administrent des colonies sont encouragés à leur accorder l'indépendance. On peut difficilement quali-

Mevrouw Matz dient amendement nr. 15 in, dat in punt I.1 van het dispositief de woorden « zodra deze de onafhankelijkheid uitroept » wil vervangen door de woorden « die de onafhankelijkheid zal uitroepen ».

Mevrouw Matz legt uit dat de erkenning van Zuid-Soedan geen polemiek veroorzaakt, maar dat de vraag is of een regering in lopende zaken een staat kan erkennen. Het amendement deelt de regering het standpunt mee van de Senaat, die voor de erkenning van Zuid-Soedan gewonnen is.

Het amendement nr. 7 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 2 onthoudingen. Hierdoor wordt het amendement nr. 15 zonder voorwerp.

Punt I.4 (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 8 om een nieuw punt 4 toe te voegen, luidende: « op Europees en internationaal niveau blijvend aandacht te vragen voor de precare veiligheidssituatie in het land ».

De heer Anciaux verwijst hierbij naar de verantwoording bij het amendement nr. 4.

Het amendement nr. 8 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt II

Mevrouw Matz dient amendement nr. 16 in, dat de zinsnede « vraagt de regering het nieuwe bewind van Soedan en Zuid-Soedan ertoe aan te zetten » wil vervangen door « vraagt de regering de regeringen van Soedan en Zuid-Soedan ertoe aan te zetten ».

Mevrouw Matz legt uit dat de huidige formulering « het nieuwe bewind van Soedan en Zuid-Soedan ertoe aan te zetten » de indruk geeft dat er een « nieuw bewind » is in Soedan, wat niet het geval zal zijn. Alleen de omvang van het land verandert.

Het amendement wordt aangenomen met 10 stemmen bij één onthouding.

Punt II.6

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 10 in om het punt II.6 van het dispositief te schrappen. Volgens mevrouw de Bethune is artikel 73 van het VN-Handvest van toepassing op de dekolonisatieperiode en kadert in hoofdstuk XI van het Handvest om landen met kolonies aan te sporen onafhankelijkheid te verlenen aan hun kolonies. In het geval van Zuid-

fier le Sud-Soudan de colonie, et l'article 73 n'est dès lors pas applicable.

Mme Matz dépose l'amendement n° 17 qui a également pour but de supprimer le même point II.6 parce qu'on ne se trouve pas ici dans un cas couvert par l'article 73 de la Charte des Nations unies.

L'amendement n° 10 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents. L'amendement n° 17 devient de ce fait sans objet.

Point III.1

M. Anciaux dépose l'amendement n° 9, qui vise à supprimer le point III.1. Pour M. Anciaux, on saisit mal ce qu'il y a lieu d'entendre exactement par ce point III.1. Comment le Conseil de l'Union européenne ou la Commission européenne peuvent-ils reconnaître (NL : « *de erkenning volgen* ») la République du Sud-Soudan ?

M. Vanlouwe explique qu'il y a lieu de lire « *opvolgen* » et qu'il s'agit donc d'assurer le suivi de cette reconnaissance.

Mme Matz dépose ensuite l'amendement n° 18 qui tend également à supprimer le point III.1.

En effet, chaque État membre décide de la reconnaissance d'un État (en l'occurrence ici le Sud-Soudan) et ce n'est pas le Conseil ou la Commission qui le font.

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents. En conséquence, l'amendement n° 18 devient sans objet.

Point III.3bis (nouveau)

Mme Matz dépose l'amendement n° 19 qui a pour but d'introduire un nouveau point *3bis*, rédigé comme suit :

« de continuer à soutenir le gouvernement sud-soudanais à répondre aux besoins de sa population, tels que définis dans les conclusions du Conseil Affaires étrangères du 20 juin 2011 ».

M. Anciaux voudrait savoir pourquoi on demande, dans cet amendement, de continuer à soutenir le gouvernement du Sud-Soudan. Est-il déjà soutenu aujourd'hui ?

Mme de Bethune confirme que l'UE a effectivement déjà dégagé d'importants budgets en faveur du Sud-Soudan.

Soedan kan men moeilijk spreken van een kolonie waardoor artikel 73 niet van toepassing is.

Mevrouw Matz dient amendement nr. 17 in, dat ook hetzelfde punt II.6 wil doen vervallen, omdat het hier niet gaat om een geval dat onder artikel 73 van het Handvest van de Verenigde Naties valt.

Het amendement nr. 10 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden. Hierdoor wordt het amendement nr. 17 zonder voorwerp.

Punt III.1

De heer Anciaux dient het amendement nr. 9 in om het punt III. 1 te schrappen. Volgens de heer Anciaux is het niet duidelijk wat juist bedoeld wordt met dit punt III.1. Hoe kan de Raad van de Europese Unie en de Europese Commissie de erkenning van Zuid-Soedan volgen ?

De heer Vanlouwe legt uit dat het in feite over « *opvolgen* » gaan en niet « *volgen* ».

Mevrouw Matz dient vervolgens het amendement nr. 18 in dat ook het punt III. 1 wil schrappen.

Elke lidstaat beslist over de erkenning van een staat (in dit geval Zuid-Soedan) en het is niet de Raad of de Commissie die dat doet.

Het amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden. Bijgevolg wordt het amendement nr. 18 zonder voorwerp.

Punt III.3bis (nieuw)

Mevrouw Matz dient amendement nr. 19 in, dat een nieuw punt *3bis* wil invoegen, luidende :

« de Zuid-Soedanese regering te blijven steunen in haar streven om te voldoen aan de behoeften van haar bevolking zoals gedefinieerd in de besluiten van de Raad Buitenlandse Zaken van 20 juni 2011; ».

De heer Anciaux vraagt zich af waarom in dit amendement gevraagd wordt om de Zuid-Soedanese regering te blijven ondersteunen. Wordt er vandaag dan al steun gegeven ?

Mevrouw de Bethune bevestigt dat de EU inderdaad reeds grote budgetten heeft vrijgemaakt voor Zuid-Soedan.

L'amendement n° 19 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

IV. VOTE FINAL

La proposition de résolution ainsi amendée a été adoptée dans son ensemble à l'unanimité des 11 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,
Bert ANCIAUX.

Le président,
Karl VANLOUWE.

*
* *

Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-1063/4 - 2010/2011).

Het amendement nr. 19 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

IV. EINDSTEMMING

Het geheel van het geamendeerde voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,
Bert ANCIAUX.

De voorzitter,
Karl VANLOUWE.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-1063/4 - 2010/2011).